

Le régime de Sékou Touré et l'église catholique de Guinée de 1958 à 1984

Mamadou BAMBA* et Kpassigué Gilbert KONÉ**

Résumé

Cette contribution met en exergue les relations tumultueuses entre l'église catholique et le président guinéen Ahmed Sékou Touré. L'étude retrace l'avènement de l'église dans ce pays et évoque les prémices des dissensions entre le Chef d'État et le clergé catholique guinéen. L'analyse met également en relief les mesures mises en place par Sékou Touré pour endiguer la diffusion de l'évangile. Ainsi l'église catholique sous son règne connaît l'expérience la plus triste et la plus sévère depuis le début de l'évangélisation de la Guinée en 1875. Cette crise atteint son paroxysme en 1967 avec l'expulsion des missionnaires étrangers.

Mots clés

Église catholique, Politique, Islam, Guinée, État, évêque, Missionnaires.

Abstract

This contribution highlights the tumultuous relationship between the Catholic Church and the Guinean President Ahmed Sekou Toure. This study traces back the advent of the church in this country and deals with the premises of the dimensions between the Head of the State and the Guinean Catholic clergy. The analysis also shows up measures put into practice by Sekou Toure to stem the spread of the gospel in his country. Thus, the Catholic Church knows under its reign it's most sad and severe experience since the beginning of evangelization in 1875. This crisis reached its climax in 1967 with the expulsion of foreign missionaries.

Key words

Catholic Church, Policy, Islam, Guinea, State, Bishop, Missionaries.

* Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire),
E-mail : bambagogona@yahoo.fr

** Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire),
E-mail : kpassigue@yahoo.fr

Introduction

Le vote du 28 Septembre 1958 en Guinée marque inéluctablement un tournant décisif dans l'histoire contemporaine de la Guinée. Cette date, marque en effet, la reconquête de la liberté et de la souveraineté nationale du peuple guinéen. Dès son accession au pouvoir Sékou Touré devient un pourfendeur de l'impérialisme, du néocolonialisme et du christianisme.

Sous son règne, l'église catholique va connaître une réorganisation totale afin de ne plus permettre au néo-colonialisme de ressortir et mettre à mal la souveraineté de la Guinée. Le christianisme en général, et l'église catholique en particulier, est considéré par Sékou Touré comme un instrument d'endoctrinement et d'aliénation culturelle des masses africaines du fait de son alliance avec la colonisation. Pour ce faire, les nouvelles autorités de Conakry prennent des dispositions pour endiguer l'expansion de l'église catholique. Les relations entre le président guinéen et l'église catholique deviennent très exécrables et atteignent un point de non-retour avec des conséquences sur le devenir du christianisme dans ce pays d'Afrique occidentale. De ce qui précède une préoccupation centrale se fait jour : quelles furent les mesures mises en place par Sékou Touré pour endiguer l'expansion et la diffusion du christianisme en Guinée ? En d'autres termes, que reprochait Sékou Touré à l'église catholique ? Quelles étaient les moyens utilisés par les autorités guinéennes pour canaliser l'église catholique ?

Pour mieux appréhender ces questions, nous avons eu recours aux écrits de certains auteurs tels que : A. Bamba (2008, p. 712), M. Bamba (2015, p. 47-64), R. M. Tchidimbo (1987), A. Léwin (1985, p. 238), O. Goerg (1986, p. 430), Sékou Touré (1960, p. 398).

Ces auteurs ont livré des informations précieuses qui n'épuisent pas totalement la question relative à la politique chrétienne de Sékou Touré. Le recoupement des informations collectées a permis de bâtir l'analyse autour de trois axes :

Dans le premier axe il s'agit de donner une image de l'église catholique dans l'État socialiste de Sékou Touré.

Dans le deuxième axe, il est question de la politique de canalisation de l'église catholique par Sékou Touré.

Enfin, le troisième axe est consacré à l'impact de la politique antichristianisme de Sékou Touré en Guinée.

1. De l'avènement du christianisme en Guinée aux prémices de la dissension entre Sékou Touré et l'église catholique

La réflexion sur la politique chrétienne de Sékou Touré exige une analyse préalable de l'expansion du christianisme en Guinée et ensuite une approche des rapports difficiles des autorités guinéennes d'avec le clergé catholique.

1.1. Bref rappel de l'expansion du christianisme en Guinée

Ancienne colonie française d'Afrique occidentale, la Guinée a subi le même système d'administration que les autres colonies françaises. La colonisation se faisait concomitamment avec la diffusion de l'évangile. C'est dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle que le christianisme pénètre progressivement dans l'actuelle Guinée Conakry. Le roi Khoulon Katty de Rio Pongo est l'un des précurseurs de cette diffusion de l'évangile. En effet, en 1875, il confie deux de ses enfants à Louis Faidherbe, gouverneur général en Afrique Occidentale Française résidant à Dakar. Jean-Jacques Katty et Emmanuel Katty tous deux fils du roi Khoulon Katty reçoivent le baptême et une éducation religieuse catholique pointue. Après ces conversions, la congrégation du Saint-Esprit autorisa officiellement la fondation d'une communauté de missionnaires sous le titre de communauté Saint-Joseph de Boffa avec pour supérieur le père Muller (Sorry, 1875, p. 30). L'on assiste à partir du Rio-Pongo au début de l'évangélisation et de la diffusion du christianisme dans toute la Guinée.

Une autre mission voit le jour à Conakry, capitale de la Guinée en 1890. Après la fondation de cette mission, la Guinée devient préfecture apostolique (Sorry, 1875, *ibid.*) en 1897, puis vicariat apostolique en 1920. Le premier prêtre guinéen Guillaume Pathe, fut ordonné le 10 décembre 1939 (Tchidimbo, 1987, p. 12). Auparavant, en 1919, fut créée la congrégation des Petites sœurs de notre Dame de la Guinée. Le plus grand chantier entamé en 1932 est celui de la cathédrale de Conakry terminé à la fin de 1937 (Goerg, 1986, p. 39).

Après la Seconde Guerre mondiale, Monseigneur Lerouge et le clergé guinéen participent à la mise en place de la préfecture apostolique de Kankan et de Nzérékoré. Monseigneur Lerouge meurt

en Juillet 1949 ; Monseigneur Michel Bernard lui succède. Ce dernier poursuit son œuvre jusqu'à l'accession de la Guinée à l'indépendance.

1.2. Les prémices des tensions entre Sékou Touré et l'église catholique

Avant l'indépendance, des signes avant-coureurs de la dissension entre le Parti Démocratique de Guinée dirigé par Sékou Touré et le clergé catholique existaient. En effet, l'église catholique en Guinée avait adopté une attitude ambiguë¹ pendant la lutte émancipatrice. Rappelons que depuis le XVII^{ème} siècle, l'espace qu'on appelle aujourd'hui la Guinée abrita une riche et brillante civilisation islamique. Sékou Touré issu d'une grande famille musulmane comptait, malgré la présence française, maintenir cette prépondérance de la religion de Mahomet en Guinée. Une fois au pouvoir, l'une de ses priorités fut l'atomisation de l'église catholique. À cet effet, Raymond Marie Tchidimbo affirme :

Le président guinéen n'avait gardé de sa formation en Europe de l'est, au temps de la guerre froide, des préjugés antichrétiens, encouragé en cela par des intellectuels anticléricaux. S'y ajoutaient également un nationaliste très fort et un sens exacerbé de la dignité africaine. En effet, pour Sékou Touré, l'église était un instrument du colonialisme et le missionnaire européen, l'agent d'un pays colonisateur désireux de perpétuer sa domination (Tchidimbo, 1987, p. 20).

Aussi ces dissensions étaient-elles perceptibles dans les discours des proches de Sékou Touré. Ils s'en prenaient toujours à l'église catholique dès que l'occasion se présentait, ce, en dépit du soutien de l'épouse du leader guinéen, Madame Andrée Kéita qui avait été éduquée dans la ferveur catholique. Cette méfiance vis-à-vis de l'église catholique est illustrée par les propos d'Ismaël Touré² qui affirmait que «*Les Africains doivent systématiquement se détourner des Européens et*

¹Cette ambiguïté se perçoit aisément dans le silence observé par l'église catholique sur les dérives du colonisateur en Guinée.

²Ismaël Touré (1926-1985) était un personnage politique guinéen et le demi-frère du président Ahmed Sékou Touré. Il était le procureur en chef du tristement célèbre Camp Boiro.

s'opposer aux prêtres, aussi féroces que contre le colonialisme »³. Cette crise avec l'église catholique est également perceptible dans les propos d'un membre influent du régime de Sékou Touré en la personne de Lassana Diane⁴. Voici ce qu'il affirme dans cet extrait de discours :

L'église a travaillé pour le colonialisme, c'est pourquoi l'État (français) soutient l'église catholique, d'où l'obligation de la liquider, en même temps que l'État colonial, comme système inadapté à la mentalité africaine (Viera, 1980, p. 125)⁵.

Au cours de l'année 1957, le conseil de gouvernement dirigé par Sékou Touré supprime les subventions du territoire aux écoles confessionnelles chrétiennes. Progressivement, les mouvements d'actions catholiques, les écoles et les émissions catholiques sont canalisés. Désormais, l'église catholique est confrontée à toutes sortes de difficultés dans la Guinée de Sékou Touré.

2. La politique de musellement de l'Église catholique par Sékou Touré

Dans le souci d'endiguer l'expansion de l'église catholique en Guinée, Sékou proclame une théocratie musulmane en miniature avec la nationalisation des écoles.

2.1. La proclamation de l'islam comme religion d'État

Dans le but de freiner l'expansion du christianisme en Guinée, Sékou Touré met en place une politique d'islamisation. Cette politique fait de l'islam la religion d'État aux dépens des autres religions. Il entreprend des réformes pour dissuader toute velléité d'opposition à sa politique religieuse. Pour ce faire, il encourage les adeptes de l'islam en proclamant en 1978⁶ l'islam comme

³ Ces propos ont été tenus au cinéma REX par Ismaël Touré lors d'un rassemblement politique le 27 janvier 1957.

⁴ Lansana Diané (mort en 1985) était un général et ministre dans le cabinet d'Ahmed Sékou Touré, président de Guinée pendant la première république (1958-1984). Le gouvernement militaire qui a pris le pouvoir après la mort de Touré l'a exécuté en 1985.

⁵ Lors du même rassemblement du 27 janvier Lassana Diana tint les mêmes propos.

⁶ Cette date marque le début d'un prosélytisme islamique outrancier.

religion d'État en Guinée. Ainsi, toutes les lois qui régissent l'islam deviennent automatiquement applicables dans la législation guinéenne. Le pays est érigé en une sorte de théocratie. Toutes ces mesures visent à empêcher le christianisme de se développer, surtout le catholicisme (Mamadou, 2015, p. 60). La charia est mise en exécution de façon officieuse. Le président guinéen exhorte l'ensemble de la population à adhérer à l'islam. Désormais, le vendredi est considéré comme un jour non ouvrable. Le port du boubou blanc est une obligation pour tous les dignitaires du pouvoir les vendredis (Mamadou, op.cit., p. 60). Les émissions islamiques bénéficient de plus de temps d'antenne. Il faut souligner que l'adoption de toutes ces mesures a permis au président de consolider son pouvoir et de positionner son pays en manque de publicité auprès des arabophones comme un allié crédible. Ces mesures ont confiné le christianisme et surtout le courant catholique tout en favorisant l'émergence de l'islam.

Aussi faut-il noter que le prosélytisme islamique qui s'empare de la Guinée ne laisse pas de répit aux adeptes du christianisme. Les actions se multiplient contre l'Église. De par son attitude et sa politique musulmane, Sékou Touré tirait profit du monde arabo-musulman. Pour lui, l'Église qu'il appelait « *la religion des Blancs* » devait être muselée. En plus de l'Église il décide de nationaliser les écoles.

2.2. La nationalisation des écoles

Cinq ans après l'accession à l'indépendance de la Guinée, le parti démocratique fait le constat selon lequel, les écoles ont failli à leur mission. Pour les autorités guinéennes, la colonisation française avait laissé un lourd héritage d'aliénation culturelle en Guinée. Aussi les objectifs de l'école catholique ne cadraient pas avec ceux de la révolution. Selon les mêmes autorités, les écoles privées catholiques étaient préjudiciables à l'intérêt général de la révolution guinéenne. En effet, pour Sékou Touré, les écoles confessionnelles catholiques étaient considérées comme un lieu de discrimination raciale et politico-sociale. Analysant cette attitude politique, Marie Tchidimbo fait l'observation suivante :

Le gouvernement considérait que les écoles missionnaires faisaient preuve d'un zèle, d'un esprit de division entre les jeunes. L'exemple le plus frappant était l'atmosphère de querelles permanentes qui existait entre les élèves de la mission catholique et ceux de l'école publique, où chaque rencontre donnait lieu à des bagarres [...]. Ces événements ont contribué à

renforcer la politique antichristianisme de Sékou Touré (Tchidimbo, op.cit., p. 25).

Partant de ce constat, le gouvernement de Sékou Touré prend la décision de nationaliser les écoles à la conférence nationale tenue à Conakry, du 14 au 17 août 1961. En réalité, cette politique de nationalisation était une forme voilée pour le musellement de l'enseignement confessionnel catholique sur tout le territoire guinéen. Le Parti Démocratique de Guinée, sous l'impulsion de Sékou Touré, se donnait le droit de réviser le contenu de l'enseignement. En revanche, cette politique de nationalisation accordait une place importante à l'enseignement confessionnel islamique et surtout faisait l'apologie des personnalités de la révolution guinéenne tout en fustigeant le néo-colonialisme et les valeurs occidentales.

Aussi faut-il relever que Sékou Touré avait retiré toutes les subventions de l'État aux écoles confessionnelles catholiques. Certains enseignants des missions catholiques étaient affectés à de nouvelles fonctions dans l'administration publique. Les prêtres et autres hommes religieux de l'église catholique étaient objet de surveillance étroite. La nationalisation des écoles en Guinée a engendré le mécontentement du clergé catholique et fragilisé les piliers de l'éducation de la jeunesse guinéenne. En effet, les étudiants qui sortaient de ce système n'étaient pas toujours opérationnels tant sur le plan national qu'international. La politique de nationalisation dirigée contre l'église catholique a fortement biaisé la formation des jeunes guinéens. Cette politique de musellement de l'église catholique aura des conséquences durables sur la Guinée contemporaine.

3. L'impact de la politique anti christianisme de Sékou Touré

3.1. L'africanisation du clergé catholique

Sékou Touré en décidant de l'africanisation des structures de l'église guinéenne mettait en avance l'idée selon laquelle les Blancs faisaient de la discrimination au sein de l'Église. Le programme d'évangélisation des missionnaires catholiques n'avait pas prévu l'africanisation des cadres de l'église. Dans l'objectif majeur de contrôler l'église catholique, Sékou Touré préconise l'africanisation du clergé catholique guinéen. Après avoir réussi sa politique de nationalisation, le président

guinéen s'engage résolument au remplacement progressif des prêtres européens par leurs homologues noirs. Ainsi, le 2 juin 1962, la ville de Conakry est dotée d'un archevêque africain en la personne de Monseigneur Raymond Marie Tchidimbo⁷. Sous l'impulsion des dirigeants du pays, cet archevêque doit contribuer à l'africanisation de l'église catholique en Guinée, selon la vision du chef de la révolution guinéenne.

Cette vision consiste à promouvoir les valeurs africaines par la nomination des prêtres africains dans les diocèses et les missions catholiques. Ce fut le cas à Nzérékoré, à Boké, à Kankan et à Conakry. À la fin des années 1970, le régime de Sékou Touré a atteint un premier objectif, car 80% des prêtres en Guinée étaient effectivement des Africains (Tchidimbo, 1987, p. 236). Les missionnaires européens avaient pour la plupart été rappelés par le Vatican. D'ailleurs, cette politique d'africanisation du clergé est à l'origine des tensions entre le Vatican et la Guinée de Sékou Touré, car le Saint-Siège n'approuvait guère cette politique religieuse du leader guinéen. En revanche, Sékou Touré estimait que sa politique était conforme aux prescriptions bibliques, car selon lui « *Le Christ est partout et appartient à tous les hommes de la terre* »⁸.

Malgré la protestation de l'église catholique face aux agissements du leader guinéen, celui-ci réussit tout de même sa politique d'africanisation du clergé. Au regard de cette politique d'africanisation du clergé guinéen voulue par le président Sékou Touré, ce dernier a-t-il réussi à atomiser la communauté catholique guinéenne ?

3.2. De la canalisation à l'atomisation de la communauté catholique de Guinée

Considérant l'église catholique comme un instrument à la solde de l'ancienne puissance coloniale, Sékou Touré met en place tout un ensemble de stratégies pour contrôler et étouffer la communauté catholique. Il décida donc d'amputer l'église catholique de ses

⁷Il faut noter que ce prêtre africain est d'origine congolaise (RD Congo actuelle) et guinéen d'adoption.

⁸Nous tirons ces informations de la lecture de l'ouvrage de Raymond Marie Tchidimbo.

privilèges⁹. Les centres d'instructions et de formation des prêtres sont fermés temporairement. Les prêtres des différentes paroisses du pays sont formellement identifiés et font l'objet de surveillance particulière. Les émissions religieuses catholiques sont interdites à la Radio et Télévision nationales. Les déplacements des prêtres hors de la Guinée pour certaines missions sont soumis à une enquête préalable. Certains dignitaires de l'église catholique de retour en Guinée sont confrontés à un refus de visas. Les homélies des prêtres dans les différentes paroisses du pays se font en présence d'un représentant du Parti Démocratique de Guinée. Ces homélies sont toujours sanctionnées par un rapport transmis au ministère de l'intérieur. Toutes ces mesures favorisent une mainmise du chef de la révolution sur la communauté catholique. Cette politique, à la vérité dictatoriale et arbitraire, a suscité la réaction de quelques prêtres qui ont dénoncé vigoureusement les abus et les injustices du pouvoir guinéen à l'encontre de la communauté catholique. À titre illustratif Monseigneur Milleville, qui dénonça avec courage les injustices dont l'église catholique, subit des représailles du pouvoir guinéen. Il fut embarqué de force à bord du premier avion en partance pour la France, via Dakar (Tchidimbo, op.cit., p. 238).

À l'exemple de Monseigneur Milleville des bruits d'indignation se font entendre dans les diocèses et les missions catholiques. En réaction, le 1^{er} mai 1970, Sékou Touré signe un décret qui est largement diffusé sur les ondes pour l'expulsion des missionnaires, prêtres et hommes religieux catholique de la Guinée. La consternation est générale dans le monde entier mais la détermination de Sékou Touré est sans faille. Ce décret d'expulsion des prêtres marque la consolidation de la canalisation de la communauté catholique. Désormais, les catholiques sont sous contrôle en Guinée, les fidèles se font rares et discrets dans les paroisses. Pour parachever sa politique de contrôle, Sékou Touré fait emprisonner Monseigneur Raymond Marie Tchidimbo, véritable symbole de l'église catholique en Guinée. En effet, le complot de 1970 voit l'arrestation de Monseigneur Tchidimbo en disgrâce avec Sékou Touré. Il est torturé et jeté au camp Boiro¹⁰. Cette énième arrestation de

⁹ Il s'agit du retrait des subventions, de la mutation récurrente dans les missions catholiques et la limitation des messes dans les chapelles.

¹⁰ Prison guinéenne reconnue mondialement pour ses pratiques inhumaines. Elle tire son origine du nom d'un commissaire de police du nom de Mamadou Boiro, fidèle

trop pour l'église est le point culminant de la tension entre l'église et Sékou Touré. Le Vatican prend ses distances avec la Guinée jusqu'à la mort de Sékou Touré en 1984.

Conclusion

Cet article est une contribution à la connaissance de l'histoire de l'église catholique sous le régime de Sékou Touré. Après le référendum de 1958 qui précipite l'indépendance de la Guinée, Sékou Touré décide de se défaire de tous les symboles de l'ancienne métropole. En instaurant un régime communiste et autoritaire, il opte pour l'africanisation des cadres et instaure une politique de nationalisation dans tous les domaines. Ainsi, l'église catholique se trouve au cœur des changements opérés. Au nom de la démocratie populaire, Sékou Touré confisque les libertés individuelles et collectives. Sa propension à faire de l'islam une religion d'État engendre une discrimination religieuse en Guinée.

Sous son règne l'on assiste au musellement de l'église catholique. L'Église connut d'énormes difficultés. Cette situation déboucha sur l'adhésion massive des Guinéens à l'islam, confirmant ainsi la tradition séculaire de ce pays d'Afrique de l'ouest. Cette étude a mis en relief la problématique de la cohésion sociale et de la politique religieuse des dirigeants africains pendant la post-colonie, soulevant ainsi l'épineuse question de la laïcité.

Références bibliographiques

BAH M.

1992, *Construire la Guinée après Sékou Touré*, S 1, S ed, 207.p.

BAMBA A.

2008 *Les relations Guinéennes de 1958 à 1984*, thèse de Doctorat en histoire, université de Cocody, 712.p

BAMBA M.

2015 « L'islam en Guinée sous le régime de Sékou Touré : entre autoritarisme et prosélytisme 1975-1984 », *Revue ivoirienne d'histoire*. n°25, p. 47-64.

élément de Sékou Touré ; il meurt en mission d'État. Cf. Mamadou Bamba, op.cit., p. 51.

BARRY A.

2015 « L'aristocratie chez Sékou Touré de la conquête de l'espace public à l'absence du pouvoir politique », *L'arbre à palabre*, n°14, p. 55-76.

GOERG O.

1986 *Commerce et colonisation en Guinée, 1850-1913*, Paris, L'Harmattan, Coll. racine du présent, 430 p.

LEWIN A.

1985 *Ahmed Sékou Touré (1922-1984)*, Paris, L'Harmattan, 238.p.

SÉKOU TOURÉ

1960 *L'Afrique et la révolution*, 2^eed. Conakry, Bureau de presse de la présidence de la République, 398.p

SORRY G. P.

1975, *Le christianisme, instrument d'intrusion et d'implantation coloniale au Rio Pongo du XIX^{ème} au XX^{ème}*, mémoire de DES, universités de Conakry, 125p.

VIEIRA G.

2000 « Sous le signe du laïcité. L'Église catholique en Guinée ». Le temps des prémices 1925-1958, Tome II, *Revue française d'histoire d'outre-mer* V. 87 N° 326, p. 334-335.

TCHIDIMBO R. M.

1987 *Noviciat d'un évêque huit ans et huit mois de captivité sous le régime de Sékou Touré*, Paris, Fayard, 332 p.